Syndicat des personnels de l'Assemblée nationale - CGT

union fédérale des syndicats de l'Etat

Paris, le 27 septembre 2025

JEUDI 2 OCTOBRE, ON POURSUIT LA MOBILISATION CONTRE L'AUSTERITÉ !

Renforcé par le succès considérable des journées d'action du mercredi 10 et du jeudi 18 septembre, l'ensemble des confédérations syndicales a sommé le Premier ministre d'entendre enfin les revendications du monde du travail. Aucune réponse n'a pour l'heure été apportée : en conséquence, les confédérations appellent à reconduire la mobilisation ***le jeudi 2 octobre prochain****. Rejoignons plus massivement encore le mouvement !*

BEAUCOUP D'ENTRE VOUS HESITENT ENCORE SUR LES MOYENS D'ACTION : PARLONS-EN ENSEMBLE !

De nombreux collègues nous le disent : ils sont d'accord avec les revendications des confédérations et du SPAN-CGT, veulent mettre fin à l'austérité qui frappe les services publics et les agents publics, mais ils hésitent à se mettre en grève.

Les raisons sont bien compréhensibles : une journée de grève coûte cher. Lorsque l'on est en CDD, on craint les représailles, surtout quand la date du renouvellement approche. Et compte tenu de la charge de travail, il est certain qu'il y aura des tâches à faire en plus le lendemain, éventuellement reportées sur des collègues auxquels on ne veut pas l'imposer.

Dans le même temps, **ne pas agir, c'est se condamner à subir**. C'est laisser passer une chance de pouvoir changer le cours des choses collectivement. C'est envoyer le signal à celles et ceux qui nous gouvernent qu'ils peuvent continuer à briser vos droits !

Mais **une journée de grève, bien coordonnée, c'est efficace !** Et au-delà de la grève, en attendant, les moyens d'action alternatifs ou complémentaires ne manquent pas. Discutons-en, comme il y a 15 jours, dans le cadre des réunions des « sections » syndicales du SPAN-CGT, ouvertes à toutes et tous :

★ Pour les **contractuels** :
MARDI 30 SEPTEMBRE
À **13h00**

★ Pour les **fonctionnaires** :
MERCREDI 1er OCTOBRE
À **12h30**

au **bureau 8111**
233 BSG, 1er étage

DES MOYENS POUR LES SERVICES PUBLICS ET LES AGENTS PUBLICS !

De l'argent pour les services publics et les agents publics, il y en a ! Mais il est utilisé pour continuer à enrichir une poignée d'ultra-riches. L'enjeu des journées d'actions en cours, c'est de le récupérer pour financer les services publics du quotidien, et pour obtenir, pour toute la fonction publique :

- la **revalorisation des carrières et des rémunérations** ;
- l'**égalité salariale et professionnelle** entre les femmes et les hommes **;**
- des moyens pour que les agents publics travaillent dans de bonnes conditions ;
- des **concours et la titularisation** des agents contractuels **;**
- **la réinternalisation** des missions permanentes de service public**.**

Ces mots d'ordre nationaux ont une résonnance forte à **l'Assemble nationale, qui continue de faire des économies sur le dos de son personnel,** transposant systématiquement les réformes régressives, et reportant à la Saint-Glinglin les mesures les plus nécessaires et les plus attendues.

INFORMATIONS PRATIQUES POUR LA MANIFESTATION DU JEUDI 2 OCTOBRE !

Le SPAN-CGT a déposé un préavis de grève protégeant l'ensemble des collègues qui ont participé aux journées des 10 et 28 septembre et souhaitent se mettre en grève et aller manifester le 2 octobre.

Comme c'est le cas pour chaque journée d'action nationale importante pour le personnel de l'Assemblée nationale, le SPAN-CGT organise un **point de rendez-vous** dans le cortège de la manifestation parisienne pour permettre aux collègues de se retrouver.

★ POINT DE DÉPART : **place d'Italie**

★ HEURE DE DÉPART : **14 heures**

★ POINT DE RDV DU SPAN-CGT : ballon de la **CGT Paris**

Retrouvons-nous nombreux pour dire STOP à l'austérité et obtenir des avancées !

Contact

Syndicat des personnels de l'Assemblée nationale - CGT
126, rue de l'Université BP24
75 335 Paris 07 SP

Courrier électronique : cgt@assemblée-nationale.fr
Téléphone : 01.40.63.81.09
Site Internet : http://spancgt.fr/

COMMUNIQUÉ

Manifestations et grève interprofessionnelles du 2 octobre : les agent·es seront massivement mobilisées !

Le 18 septembre dernier, nombreuses et nombreux sont les personnels de la Fonction publique qui se sont mobilisés et ont ainsi contribué à la réussite de cette journée de mobilisation interprofessionnelle.

Fortes de celle-ci, l'ensemble des organisations syndicales ont exigé des réponses concrètes aux revendications exprimées par les travailleuses et les travailleurs. Elles n'en ont obtenu aucune lors de la réunion à laquelle elles étaient invitées à Matignon le 24 septembre.

Nos organisations déplorent une occasion manquée.

À ce jour, aucune rupture avec les mesures présentées en juillet n'est envisagée.

Pourtant, le projet de budget doit pouvoir engager des réponses attendues par les personnels de la fonction publique sur des sujets cruciaux : la revalorisation des rémunérations, l'amélioration des conditions d'emploi et l'égalité entre les femmes et les hommes sont indispensables, la création de postes de fonctionnaires pour répondre à tous les besoins du service public.

Tout l'inverse du musée des horreurs de celui préparé par le précédent Premier ministre !

Les organisations syndicales de la fonction publique appellent les personnels à se mobiliser encore plus fortement lors d'une nouvelle journée interprofessionnelle de grève et de manifestation le jeudi 2 octobre prochain.

Elles réaffirment la nécessité de construire un tout autre budget porteur d'espoir, de justice sociale et de justice fiscale, qui répondent aux exigences portées depuis des années maintenant.

Nous voulons :

- des moyens budgétaires à la hauteur des missions des services et des politiques publiques,
- des mesures de créations d'emplois de fonctionnaires et un plan de titularisation pour lutter contre la précarité, améliorer les conditions de travail et de réalisation des missions de service public, pour répondre aux besoins et renforcer la solidarité partout sur le territoire,
- des mesures salariales générales et la revalorisation des grilles indiciaires,
- des mesures instaurant enfin l'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes,
- l'abrogation de la baisse de 10 % des rémunérations pendant les congés de maladie,
- la garantie des droits des agent·es publics, au titre des politiques de protection et d'action sociales,
- une protection sociale de haut niveau et l'abandon du recul de l'âge de la retraite à 64 ans,
- la justice fiscale, avec la mise en place de dispositifs qui taxent les gros patrimoines et les très hauts revenus, contraignent le versement des dividendes et conditionnent fortement les aides aux entreprises.

Nous appelons les agentes et agents publics à se mobiliser massivement pour changer la donne et gagner des avancées !

Bagnolet, le 25 septembre 2025

union fédérale des syndicats de l'État

la cgt

STOPPONS-LES!

Toutes et tous en grève et en manifestation le 2 octobre

ADRESSE DU CONSEIL NATIONAL — MONTREUIL, LE 25 SEPTEMBRE 2025

RÉUNIES en Conseil national, les organisations de l'Union fédérale des syndicats de l'État CGT se félicitent de l'inscription massive des agent·es public·ques dans les processus de mobilisation des 10 et 18 septembre 2025.

Contrairement aux affirmations du patronat, plus particulièrement du MEDEF, et de celles et ceux qui gouvernent sans aucune légitimité: **de l'argent, il y en a!**

L'urgence est à la réappropriation des richesses produites par le monde du travail.

Chaque année, au moins 211 milliards d'euros sont alloués aux entreprises sans contreparties, ni évaluation, ni contrôle; des dizaines de milliards d'euros sont dilapidés au titre des exonérations, allègements d'impôts et de cotisations sociales. La CGT considère que l'argent public n'a pas à financer l'actionnariat et se félicite d'avoir œuvré à porter dans le débat national la question de la justice fiscale, sociale et environnementale. L'argent public ne doit pas non plus servir à financer une marche à la guerre. L'UFSE-CGT propose une plus juste contribution des plus riches et une autre utilisation au service des citoyens.

Ainsi, cet argent doit servir à:

– Abroger la contre-réforme des régimes de retraite, rétablir les droits à la retraite à 60 ans, un droit au départ anticipé pour celles et ceux qui exercent des missions et des travaux pénibles, une sécurité et une protection sociales répondant aux besoins, un droit à l'emploi et à l'indemnisation des périodes de chômage pour les privé·es d'emploi;

– Augmenter les salaires, les traitements, les retraites, les pensions et les minima sociaux, ce qui passe par le dégel immédiat du point d'indice, le rattrapage des pertes antérieures et son indexation sur l'inflation;

– Imposer l'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes;

– Construire des lois de finances et de financement de la Sécurité sociale sur d'autres bases, au bénéfice des services publics et de la fonction publique, en abandonnant définitivement le budget Bayrou/Lecornu et l'ensemble de ses mesures régressives;

– Adopter une loi de programmation budgétaire au service du développement des territoires d'Outre-mer et de la satisfaction des besoins des populations ultramarines;

– Investir dans les moyens et les ressources alloués aux agent·es public·ques pour réaliser leur travail dans de bonnes conditions;

– Mettre en place un plan massif de recrutements d'agent·es public·ques et titulariser les non-titulaires sans condition de nationalité;

– Réinternaliser les missions publiques dans les ministères, et non pas supprimer ou fusionner les opérateurs et les agences de l'État.

Serviteurs zélés du patronat et du capital, la Macronie et ses gouvernements successifs, soutenus par l'extrême droite, méprisent le monde du travail et s'obstinent à ne pas répondre aux revendications qu'il porte. Ils n'hésitent pas à avoir recours à la violence, à l'instar de la répression qu'a subie la jeunesse dans le cadre de cette mobilisation.

Dans un tel contexte, l'Union fédérale des syndicats de l'État CGT considère qu'il faut généraliser la grève. Elle appelle les agent·es public·ques à:

• Se mettre en grève et manifester le 2 octobre 2025 à l'appel de l'intersyndicale;

• Se réunir en assemblées générales, dans l'unité syndicale la plus large, pour organiser la riposte, débattre et décider de la grève, du blocage des activités, de la reconduction du processus de mobilisations pour l'inscrire dans la durée.

D'ores et déjà, l'UFSE-CGT apporte son soutien à toutes les mobilisations en cours, celles:

- **De la jeunesse;**
- **Du 28 septembre, journée de lutte pour l'IVG et journée de la marche climat;**
- **Du 9 octobre dans les secteurs de la santé, du social, de la Sécurité sociale, des services publics territoriaux et dans les services d'insertion et de probation du ministère de la Justice, à laquelle l'UFSE-CGT appelle.**

ILS S'ARRÊTERONT LÀ OÙ ON LES ARRÊTERA!

UFSE-CGT >> 263, RUE DE PARIS /// CASE 542 /// 93514 MONTREUIL CEDEX • 01 55 82 77 56 •
ufse@cgt.fr • www.ufsecgt.fr

PRÉAVIS DE GRÈVE

Paris, le 03 septembre 2025

À l'attention de Madame Cécile Maurice
Directrice des Ressources humaines

Objet : préavis de grève du SPAN-CGT pour les journées de mobilisation de septembre

Madame la Directrice,

Une succession de plans d'austérité a déjà fortement dégradé la qualité des services publics et les conditions de travail des agents publics. Sous prétexte de pérenniser notre modèle social, les droits du plus grand nombre sont ainsi bafoués, sans que les dépenses faramineuses accordées à une minorité d'ultra-riches ne soient jamais remises en cause.

S'agissant des agents publics, outre la poursuite du gel de la valeur du point d'indice et du non versement de la garantie individuelle du pouvoir d'achat (GIPA), ainsi que le refus réitéré du rétablissement à 100 % du maintien de la rémunération des agentes et agents en congé maladie ordinaire – même pour les femmes enceintes (!) –, l'indispensable refonte des grilles indiciaires et la revalorisation des filières à prédominance féminine sont sans cesse reportées.

Malgré de fortes incertitudes concernant la procédure d'adoption du budget, la menace continue de planer. Cela promet d'affecter grandement les droits du personnel de l'Assemblée nationale, puisque les grandes réformes régressives sont toujours transposées rapidement dans notre régime, alors que les mesures représentant des avancées, même les plus petites, tardent souvent à l'être, quand elles le sont, et doivent à chaque fois, en tout état de cause, être négociées pied à pied avec le Collège des Questeurs.

Dans ce contexte, le SPAN-CGT s'associe au préavis de grève déposé par la CGT État (UFSE) pour la période du 10 septembre au 31 octobre 2025 que vous trouverez ci-joint.

Le présent préavis de grève vaut du mercredi 10 septembre 2025 à zéro heure, au vendredi 31 octobre à minuit.

Par ailleurs, le SPAN-CGT vous informe d'ores et déjà qu'il invitera le personnel de l'Assemblée nationale à s'associer à la journée de mobilisation intersyndicale du 18 septembre 2025.

Nous vous prions d'agréer, Madame la Directrice, l'expression de nos salutations respectueuses.

Pour le Bureau du SPAN-CGT

Valérie BERGÉ
Co-secrétaire générale

Benjamin QUASHIE-ROUBAUD
Co-secrétaire général

Syndicat des personnels de l'Assemblée nationale - CGT
126, rue de l'Université BP24
75 335 Paris 07 SP

Courrier électronique : cgt@assemblée-nationale.fr
Téléphone : 01.40.63.81.09
Site Internet : http://spancgt.fr/